

leil, surtout par une température élevée, dans ces grands ruzos qu'on tient auprès des cabanes; ce qui arrive ordinairement quand les érabes rendent peu d'eau, mais on n'a pas à craindre cela, quand elles coulent abondamment, parce qu'alors on fait réduire à mesure, sans que l'eau aité le temps de languir, cela doit expliquer pourquoi le sucre est plus beau dans les années d'abondance, au lieu qu'il a une couleur terne, qu'il est sans grain, et ne possède pas une saveur si délicate, ou suivant l'expression de M. Aubin un arôme aussi agréable, dans les années où les érabes rendent peu de sève, ou ne coulent que de loin à loin comme disent les sucriers.

Quant à la teinte violette que le sucre donne au thé, il y en a qui prétendent que cela est dû à de l'alun que certains sucriers mettent dans le sirop pour donner plus de lustre à leur sucre; si tel était le cas, et que la chose fut connue, ces personnes, qui mettent ainsi des ingrédients délétères dans leurs marchandises, mériteraient au moins de n'en avoir aucun débit; car certainement personne ne voudrait acheter de leur sucre quoiqu'il fut plus beau à la mine.

La plaine est une espèce d'étrable qui donne un sucre assez blanc moins sucré que l'autre, et même quelquefois un peu amer.

Le merisier donne de l'eau en grande abondance, lorsque les érabes ont cessé de couler, on en fait un excellent sirop pour les personnes qui sont pulmoniques, qui ont quelques maladies de poitrine, des toux invétérées, ou enfin des affections d'estomac. (Mélanges Religieux.)

LA PROCHAINE MALLE ANGLAISE,

Par le Steamer de Boston du 1er d'Avril 1847

SERA CLOSÉ AU

Bureau de Poste de Montréal,

LE 27 DU COURANT A 7 HEURES P. M.

Les journaux doivent être livrés à 5 heures.



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 23 MARS 1847.

NOUVELLES D'EUROPE.



ARRIVÉE DE

L'HIBERNIA.

Le steamer l'Hibernia est arrivé à Boston, samedi soir. La malle anglaise est arrivée en cette ville, ce matin à 5 heures.

L'état de l'Irlande est à peu près le même. Le parlement anglais s'en occupe activement. Le budget a été présenté aux chambres, le 22 février, par M. Charles Wood. On trouvera des détails plus bas. Les dépenses de l'Angleterre pour l'Irlande s'élèvent à un million sterling par mois. Le ministère a dû emprunter huit millions. Les offres pour l'emprunt arrivaient de plusieurs capitalistes.

On parle de la dissolution des chambres, mais avant en paraît disposé à donner à lord J. Russell, un fair trial.

O'Connell est dangereusement malade, si malade qu'il ne peut quitter Londres. Il a maintenant au-dessus de 70 ans. Sa maladie est l'hydropisie dans l'estomac et les jambes, symptômes fatals dans un homme de son âge.

Le pape a été élu colonel de la garde civique à Rome.

On va augmenter l'armée française de 10,000 hommes.

Il y a maintenant à Moscou, (Russie) une femme âgée de 168 ans. A l'âge de 122 ans, elle épousa son cinquième mari.

L'Empereur de Russie vient d'ordonner qu'aucun télégraphe ne sera établi dans ses états sans sa permission.

La grosse cloche pour l'Eglise paroissiale de Montréal.— Cette cloche colossale la plus grande qui jamais ait été faite en Angleterre, a été fondue heureusement à Londres à la fin de février à l'établissement de MM. MEANS, dans Whitechapel. La quantité de métal employée est de 20 tonnes.

ANGLETERRE.

CHAMBRE DES LORDS.

Séance du 22 février.

Un débat s'est élevé à l'occasion de la troisième lecture du bill des pauvres en Irlande. Cette troisième lecture a été renvoyée à la séance du lendemain.

Séance du 23 février.

L'ordre du jour est la suite de la discussion sur la troisième lecture du bill des pauvres pour l'Irlande. Lord Brougham attaque de nouveau le projet dont le but est d'enseigner aux Irlandais à compléter sur le gouvernement dans leur détresse, au lieu de s'aider de leurs propres ressources. Lord Londonderry, prend la défense des propriétaires Irlandais, si souvent attaqués par le précédent orateur et lord Beaumont pense que le seul remède à apporter aux maux de l'Irlande serait d'organiser un système d'émigration sur une grande échelle. Le bill est la suite une troisième fois et adopté.

CHAMBRE DES COMMUNES.

Séance du 8 février.

Lord J. Russell annonce que le lundi 22 courant, il présentera le budget de cette année, la chambre formée en comité de voies et moyens.

L'ordre du jour est la reprise de la discussion du bill des pauvres en Irlande.

M. Daniel O'Connell dit quelques mots en faveur des mesures proposées par le gouvernement. Mais la voix du grand agitateur, autrefois si puissante, est devenue si faible qu'à peine on peut l'entendre. Après une discussion à laquelle un grand nombre de membres prennent part, soit en proposant des amendements soit en prodiguant l'éloge ou le blâme sur les mesures proposées, la chambre s'ajourne à minuit et demi.

Séance du 9 février.

Le bill des nouvelles lois de navigation proposées par le gouvernement a été voté à une majorité de 91 voix sur 216 votants.

Séance du 11 février.

M. Strutt propose de soumettre à la Chambre un bill qui règle la conduite à tenir par les commissaires et apporte quelques changements aux lois qui régissent actuellement les chemins de fer. Les motifs de M. Strutt sont développés dans un discours explicatif. Après quelque discussion, le bill est lu une première fois.— Lord J. Russell demande ensuite l'ordre du jour; une discussion animée s'élève sur la question de savoir si la proposition de lord George Bentinck, le bill des chemins de fer pour l'Irlande, aura la priorité.— M. Smith O'Brien demande que cette proposition soit ajournée; il se fonde sur ce que si cette seconde lecture était votée contre l'avis des ministres et avant l'adoption des mesures proposées par eux pour remédier aux maux qui affligent l'Irlande, les conséquences en seraient désastreuses pour ce pays.— Lord J. Russell, oppose maintenant à la proposition de lord Bentinck comme il l'a été dès son origine, parce qu'elle est incompatible avec les plans financiers du gouvernement, pris son noble ami,

soit d'abandonner sa motion, soit de la proposer de suite ou au plus tard le lendemain, et qu'elle aurait ainsi la préférence sur toutes les autres, excepté sur le bill des pauvres (Irlande).— Lord J. Bentinck, regrette que les ministres aient mis en jeu leur existence politique sur le résultat du bill qu'il avait proposé, mais qu'il accepterait le cartel proposé par son noble ami et qu'il proposerait le lendemain la seconde lecture de son bill. La chambre s'ajourne au lendemain.

Séance du 22 février.

Les ministres répondent à plusieurs questions d'intérêt local qui leur sont adressées et entre autres lord Palmerston donne à M. Watson l'assurance que la nouvelle de la prohibition de sortie frappée sur les grains par l'empereur de Russie, était dénuée de fondements et que dans ce moment même, on débarquait de grandes quantités de blé pour l'Angleterre. La parole est ensuite au chancelier de l'Échiquier pour présenter la situation financière du royaume. Après avoir parlé longuement de la dette dont il avait pu à la Providence d'affliger l'Europe Occidentale et principalement cette partie du Royaume-Uni qui pouvait le moins la supporter, il dit que jamais l'histoire de ce pays ne pouvait présenter une époque où les finances aient été dans un état plus florissant et plus en état de fournir aux demandes répétées qui leur étaient adressées de toute part. L'honorable chancelier passe ensuite en revue les différents chapitres de recettes et de dépenses, pendant l'année 1846, il y a eu augmentation sur toutes les branches ordinaires du revenu public à l'exception pourtant du droit de fabrication sur les savons qui a présenté une diminution. Les recettes totales, pendant l'année financière de 1846, se sont élevées à £52,065,000, tandis que les dépenses n'ont été que de £51,576,000. Que quant à l'Irlande, il ne pouvait pas estimer à moins de dix millions de livres sterling les sommes déjà dépensées ou qui le seraient incessamment soit à titre de secours, soit à titre de prêt; qu'on ne devait pas être étonné dès lors qu'il eût combattu la proposition de lord G. Bentinck qui demandait une nouvelle avance de £16 millions pour l'établissement de chemins de fer dans ce pays. Qu'il était évident que l'augmentation des taxes, dût-on même les doubler ou les tripler ne pourrait remédier au mal, aussi promptement qu'on doit le désirer. Qu'il proposait en conséquence de faire un emprunt de £8 millions en bills de lécher et d'en payer l'intérêt sur les revenus du pays. Après un débat prolongé, la proposition est mise aux voix et adoptée.

CORRESPONDANCE DE LONDRES.

30 février.

La grande nouvelle du jour, c'est le rejet de la proposition de lord George Bentinck. Le bill des chemins de fer pour l'Irlande par une majorité de 214 voix; c'est là une grande victoire pour le cabinet whig.

La discussion qui précède ce vote a été marquée par un discours de Robert Peel. Personne n'a été surpris de rencontrer l'honorable baronnet parmi les adversaires de la proposition dont lord G. Bentinck, avait pris l'initiative. Aussi une phrase faisant allusion à l'état actuel de l'Europe est-elle la seule de son discours qui ait eu, de ce côté du détroit, les honneurs d'une sérieuse attention. Encore cette phrase est-elle d'une réserve telle que personne n'en saurait tirer avantage. Sir Robert n'a qu'un confiance limitée dans le maintien de la paix; cette déclaration est-elle un blâme pour ceux dont administration a amené ou n'a pas su prévenir cette situation? L'illustre baronnet n'a pas voulu évidemment que l'on pût tirer une telle conclusion de ses paroles qui ne sauraient être prises non plus comme une adhésion, à la conduite tenue par le cabinet. Mais les hommes de son importance ne sauraient rester longtemps dans une si complète réserve. Ne cherchons pas à devancer le jour des explications.

Puisque nous nous trouvons porté naturellement sur le terrain des nouvelles extérieures, achevons notre tour d'Europe.

Don Miguel est-il à Londres? Y est-il venu? En est-il parti? Toutes ces questions semblent entourées du mystère qui convient au rôle d'un roi réduit à n'être qu'un roi de contrebande. Il est bien positif d'ailleurs que le prince portugais a quitté Rome; qu'il s'est embarqué sur un bâtiment anglais; qu'il n'a point encore débarqué en Portugal. La Police de France a envoyé son signallement sur tout littoral, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne avec ordre de l'arrêter s'il tombait dans quelque brigade gendarmique. Il n'est pas probable que cette occasion ait aucun résultat. En attendant, l'insurrection Miguelo-septembriste ne

semble nullement gagner du terrain. Le général Macdonald vient d'être tué dans un combat; Oporto est sérieusement menacé par les troupes de la Reine; le siège est imminent, et l'amiral Parker a dû faire entrer dans le Douro, malgré les représentations du maréchal Saldanha, des forces destinées à protéger et à recueillir au besoin les anglais qui se trouvent dans la place.

Du côté de l'intervention étrangère, Don Miguel semble n'avoir rien de mieux à attendre que des dispositions du Portugal. On avait paru croire un moment que l'Angleterre, dans l'unique but de créer des embarras à l'Espagne pourrait aider à la chute de Dona Maria. Les explications données dans la Chambre des Lords par le marquis de Lansdowne démentent heureusement cette supposition injurieuse.

Madrid s'est vu, il y a quelques jours, à la veille d'une recrudescence de crise ministérielle; le général Pavia nouveau ministre de la guerre, a montré sur quelques questions d'administration des exigences auxquelles ses collègues n'ont pas osé pourvoir faire droit; il a offert sa démission qui a été acceptée. Le général Oraa le remplace, et le cabinet s'est complété du même coup en appelant M. Olivan au ministère de la marine. Deux jours après, la discussion de l'adresse commençait dans le congrès; l'administration nouvelle n'attendra donc pas longtemps l'occasion de voir la Chambre se prononcer sur une question de cabinet.

Quelques bandes carlistes se montrent de temps en temps dans les provinces du Nord; mais trop peu nombreuses pour donner de sérieuses inquiétudes. On menace pour le printemps, le gouvernement de la Reine d'une nouvelle levée de boucliers; d'un autre côté on assure que Cabrera, l'un des plus fermes appuis du comte de Montemolin, s'est séparé d'un prince qui fait des concessions à l'esprit libéral.

La petite ville de Crescentine, dans les états de l'Église, a été troublée par des émeutes à cause de la cherté des grains; quelques désordres ont eu lieu également à Ferrare, où la France vient de placer un consul en face d'une garnison autrichienne. On accuse le cabinet de Vienne d'exercer ces troubles pour créer des embarras au souverain pontife. L'Autriche tiendrait là une conduite bien dangereuse. Le moment serait mal choisi pour jouer avec le feu.

La Suisse lui donne d'ailleurs d'autres inquiétudes. Tout y est calme à la surface; mais les esprits sont inquiets et s'agitent. En attendant une explosion, si l'explosion il y a, Bâle réforme lentement sa constitution, et le tribunal criminel de Lucerne vient de condamner à mort l'assassin du conseiller Leu, et de prononcer diverses peines à quelques individus compromis dans l'expédition des corps francs.

Le ministre de la guerre de Prusse, M. de Boyen, a, dit-on, donné sa démission et serait remplacé par le général Dolna. Le motif de la retraite de M. de Boyen serait l'impuissance où il s'est trouvé d'obtenir du roi une constitution plus libérale. On parle en même temps de négociations entamées pour établir une ligne de communication par bateau à vapeur entre la Prusse et les États-Unis, qui feraient une partie de la défense.

ANGLAIS.— La Reine a tenu le 12 février un Levé à St. James's Palace. On remarquait parmi les corps diplomatiques; M. le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur de France; le comte de Jarnac, premier secrétaire; M. G. de Rabaudy, chancelier; et M. Félix Cottu, attaché. Dans son numéro de jeudi, le Siecle assure que la Reine Victoria refusait de recevoir le comte de Saint-Aulaire.

Les importations de farine par le port de Liverpool, durant le mois de janvier, se sont élevées à 186,000 barils, formant un poids de 38,456,000 livres. Celles de riz, de maïs et de froment, peuvent être évaluées à 140,000,000 Ce qui donne un total de 176,456,000 livres.

D'après une statistique récente, on a constaté que plus de 60,000 personnes ont recueillies et habitent maintenant dans les maisons de travail de Londres. 60,000 reçoivent des secours à domicile et environ 2,000 y sont reçues toutes les nuits, faute de domicile.

Le capitaine Robert Kerr, accusé du vol de deux paquets de diamants évalués à la somme de £3,300, (voir notre numéro du 6 février dernier) a comparu de nouveau, samedi dernier, devant le tribunal du lord maire. Après l'audition des consignataires et de plusieurs autres témoins l'accusé a été renvoyé devant les prochaines assises.

Le revenu de l'Angleterre qui n'était que de £48,702,654 en 1836, s'est élevé en 1844 à £54,003,754 en 1845, en 1846, il a été de £53,790,138.

Le révérend Edward Caswell, du séminaire de Brasenose à Oxford, vient de se convertir à l'église romaine. M. Caswell, membre de l'Université de Cambridge et

frère du précédent, avait également fait sa conversion quelques mois auparavant. Le nombre des membres ecclésiastiques protestants qui se sont convertis depuis 18 mois d'environ 70. Mais le nombre des conversions dans les autres classes de la société est bien plus considérable.

Mardi dernier ont eu lieu les funérailles du duc de Northumberland, né le 20 avril 1785, mort le 11 février 1847. Il a été enterré à Westminster. Le duc de Northumberland était l'un des plus riches propriétaires de l'Angleterre. Ses titres et sa fortune passent à son fils aîné.

C'est lundi dernier, à 10 heures, que sera adjugé au rabais l'emprunt de £3,000,000, qui doivent être levés par le gouvernement pour venir au secours de l'Irlande et de l'Écosse. Plusieurs banquiers de Londres ont assisté à la réunion que a eu lieu le 25 courant pour entendre la lecture des conditions posées par le ministre. MM. Rothschild étaient au nombre des capitalistes présents.

Il vient d'arriver à Londres une troisième cargaison de sucre provenant du Céleste-Empire. Le sucre chinois est de belle qualité et très blanc. Ce sucre est disposé par paquets de six livres.

On écrit de Vigo, le 7 février, à "l'Espagnol," journal de Madrid: "On embarque dans ce port de grandes quantités de maïs pour l'Angleterre; le prix de ce grain est déjà de 12 à 14 réaux (3 fr. à 3 fr. 50 c.) le quartier, et l'on craint qu'il ne s'élève jusqu'à 20 réaux (5 fr.) si l'exportation continue.

Il se trouve dans cette baie une grande quantité de bâtiments marchands anglais et d'autres nations pour le transport de cette denrée, dont il doit déjà avoir été exportée de la Galice neuf millions de quartiers."

La "Gazette de Spenser" à Berlin annonce que le gouvernement russe fait faire des achats considérables de seigle en Prussie, pour remplir les magasins du gouvernement jusqu'à la nouvelle récolte.

Le jour de la Saint-Valentin, 15,000 lettres, tant de l'étranger que des provinces et du district de Londres, et 20,000 journaux, étaient distribués à 9 heures du matin par les facteurs de la poste générale. Dans le cours de la journée 200,000 lettres ont été timbrées, distribuées et remises à domicile par les postes des différents districts. 12,000 lettres et 5,000 journaux sont arrivés par les malles de l'après-midi, et le soir 120,000 journaux et 60,000 lettres étaient expédiés. Le total des lettres et journaux qui ont passé dans les bureaux de la poste générale, le 15 février, a donc été de 422,000 lettres et 145,000 journaux.

Il paraît certain que des difficultés diplomatiques se sont élevées entre l'ambassade anglaise à Paris et la Cour des Tuileries. On croit qu'il y a eu une scène entre lord Normanby et le roi de quitter l'Angleterre, et plusieurs journaux de l'opposition assurent que toute l'ambassade, à l'exception d'un chargé d'affaires, finit ses préparatifs de départ. Le Siecle assure qu'à la suite du discours de M. Guizot, lord Normanby aurait déclaré que toutes relations avec ce ministre étaient devenues impossibles, et qu'ainsi la retraite de l'un d'eux devenait inévitable.

Les émeutes causées par la cherté du blé continuent sur plusieurs points de la France.

On écrit de Hambourg (Allemagne), le 3 février: "Malgré les fortes sommes qui ont été données et qui se donnent journellement tant par le gouvernement que par les particuliers pour secourir les malheureux, il regne encore ici une extrême misère parmi les classes populaires, ce qui provient de la cherté des vivres qui est telle que beaucoup de familles sont réduites à manger des épluchures de pommes de terre, qu'autrefois on jetait, ou qu'on tout au plus on donnait aux animaux, et qui en ce moment valent 10 schillings (90 centimes) le sac."

On écrit d'Herseaux (Belgique): "Il paraît que la manie du duel exerce de nouveau chez nos voisins sa funeste influence. Tous les jours nos communes frontalières belges sont mises en émoi par des invasions de duellistes français.

Le lundi 1er février, trois duels ont eu lieu en Belgique, aux environs de Mouscron et de Waterloo: le premier (le matin) au pistolet, entre MM. Malmazet et Vanderelle, de Lille, sans résultat malheureux; le second, vers midi, au fleuret, entre MM. Marchand et Cordonnier; ce dernier, qui est père de famille, a été très grièvement blessé; le troisième, à l'épée, entre M. Latureau, avocat à Lille, et M. Deimer, fabricant à Roubaix, qui a reçu un coup en pleine poitrine."

Le roi des îles Sandwich qui, comme on sait, a donné à ses États le système représentatif, a rendu un décret pour constituer son cabinet à l'éuropéenne. Kéoniana, le grand-duc, est nommé ministre de la guerre, secrétaire intime du roi, président du conseil; M. Jud, Américain d'origine, est nommé ministre de l'intérieur; M. Willie, Écossais d'origine, est nommé ministre des affaires étrangères; M. Ricord, Français d'origine, petit-fils d'un membre de la Convention, est nommé ministre de la justice; et M. Richards, Américain d'origine, est nommé ministre des finances et du commerce.

dire un lion par excellence; comment, dis-je, lord Palmerston a pu devoir à des qualités de ce genre, dont l'influence n'est pas minime de l'autre côté du détroit, d'être appelé dans un âge si tendre au poste de ministre de la guerre (4).

Roste à expliquer comment lord Palmerston est parvenu à s'élever dans sa sinécure, à passer à travers tous les cabinets toriques de nuances diverses, jusqu'au moment où il a été chercher un autre portefeuille dans un ministère whig, ce qui ne conduit à résumer de mon mieux ces deux périodes de la vie politique de lord Palmerston.

Les changements de drapenau, bien qu'on ait souvent dit le contraire, sont tout aussi communs en Angleterre que chez nous. Là comme chez nous il est des transformations de point de vue en politique qui s'expliquent et se justifient par l'influence pure et simple des faits extérieurs et du travail intérieur de la pensée. Lord Stanley, aujourd'hui tory, était whig il n'y a pas huit ans; lord Lyndhurst, le chancelier actuel, un des plus tenaces conservateurs de la Grande-Bretagne, né plébien et par conséquent démocrate, passait jadis le détroit, aux temps de la république française, pour apporter aux clubs parisiens des adresses de félicitations. Lord Brougham a voté successivement avec les

radicaux, avec les whigs et avec les toriques. Je pourrais citer mille autres noms distingués qui ont appartenu à des partis opposés. Je dirai même qu'en Angleterre l'opinion est en général moins sévère et souvent plus juste que chez nous au sujet de tels changements; et ceci tient à plusieurs causes que je ne puis qu'indiquer ici. D'abord, entre les toriques et les whigs, bien que le combat soit violent en paroles, il y a plus d'un point de contact; au fond ces deux grandes fractions parlementaires représentent le même intérêt; les radicaux eux-mêmes, ou du moins la plupart d'entre eux, n'ont avec les nôtres presque rien de commun que le nom. Je ne parle pas des charlistes, aggrégation d'individus qui peut devenir plus ou moins dangereuse, mais qui ne forme point encore un parti. Quand les points de contact sont ainsi nombreux entre les partis et les hommes, si multipliés que soient les divergences de détail, les transitions sont moins difficiles; de plus, en Angleterre, chez presque tous ceux qui prennent part aux affaires, la richesse étant la règle et la pauvreté l'exception; l'accusation de corruption, d'amour du lucre et des places, cette accusation qui en France poursuit tous les hommes qui modifient leur opinion dans un sens contraire à l'opposition, est moins acharnée, moins persistante. Je dois ajouter cependant que lord Palmerston est un des hommes contre lesquels cette accusation a été le plus vivement dirigée; l'a-t-il mérité plus que d'autres?

Examinons les faits. Lorsqu'à vingt et un ans, avec une fortune patrimoniale relativement médiocre (5), lord Palmerston arriva à la chambre des communes,

Pitt, le grand ministre, l'ardent patriote, se mourait, jeune encore, pauvre, endetté, et épuisé par les rudes travaux d'une vie consacrée tout entière au service de son pays. A sa mort, le parti whig, corit par Fox, s'empara un instant du timon des affaires; il le garda peu, et huit mois à peine écoulés que déjà Fox mort à la peine comme Pitt, était allé dormir sous les dalles de Westminster, à côté de son illustre adversaire, et le cabinet whig tombait sous les coups de jeune Canning, qui s'annonçait alors à l'Alceter comme le successeur de Pitt, comme continuateur de la politique de guerre à mit contre la France et Napoléon.

Lord Palmerston vit du premier coup d'œil que le parti whig était pour longtemps encore éloigné des affaires et, désireux de faire son chemin, il s'enrôla dans la bannière du torisme, devint l'obscur satellite de l'astre brillant de Canning, qu'il aida de son mieux au dehors plutôt qu'en dedans la Chambre, où son influence était nul à sans parole sans éclat ni puissance. Cuius le récompensa de son zèle en le faisant d'abord nommer sous-lord de l'Amirauté; et plus tard lorsque le duel de Canning et de Castlereagh la démission simultanée de ces deux personnes eurent amené la dislocation du cabinet, pendant le laborieux enfantement de l'administration Perceval, Canning, qui se croyait obligé des raisons de convenance de se tenir éloigné du ministère, contribua volontier à le faire rebâtir d'hommes insignifiants mais dévoués, et le 24 octobre 1809 annonça à ses liefs étonnés que "les sceaux de la secrétairerie d'Etat" pour le département de la guerre, après avoir été colportés pendant plusieurs jours d'être offerts à lord Palmerston, jeune homme, ajoutait le journal, qui n'a atteint sa vingt-neuvième année que vendredi dernier."

Dans ce ministère et dans celui de lord Liverpool lord Palmerston fit partie de cette minorité qui dans le cabinet se montra favorable à l'émancipation de l'Irlande, soutenue au dehors par Canning. Jusque'en 1815 la part personnelle de lord Palmerston aux grandes affaires de l'extérieur fut très-restreinte, et se borna à quelques rapports officiels sur l'état des armées, qu'il vint lire de temps en temps au sein de la Chambre des communes. Le ministère présidé par lord Liverpool eut deux périodes assez distinctes: dans la première, que l'on pourrait appeler la période Castlereagh à cause de l'influence exercée par ce personnage, qui avait repris le portefeuille des affaires étrangères, le torisme le plus effréné régna sans contrôle, et ne traduisit au dehors par l'adhésion du gouvernement anglais aux maximes et aux mesures de la Sainte-Alliance, au sein des six bills de répression connus sous le nom de six acts, qui soulevèrent tout le parti whig. Lord Palmerston, qui a aujourd'hui la prétention d'être très-libéral, sanctionna de son assentiment toutes ces mesures. Sa position de membre du cabinet eût fini même par devenir pénible si elle n'eût été fort secondaire. En effet, Canning, qui avait, lui aussi, débuté par des opinions ultra-toriques, Canning si longtemps odieux aux whigs, après avoir quitté l'Angleterre pour ne pas assister au procès de la reine dont il s'était déclaré le défenseur, et après un long voyage sur le continent, Canning était revenu avec des idées plus modérées, et s'était montré sur divers points l'adversaire opiniâtre du cabinet dont faisait partie lord Palmerston. Le suicide de Castlereagh, en 1822, mit un terme aux embarras de l'honorable lord, partagé entre les deux adversaires dont l'un était son collègue et l'autre son ami politique. Castlereagh fut remplacé par Canning, et, à l'arrivée de ce dernier, deux partis ne tardèrent pas à se dessiner

au sein même du ministère; l'un, le vieux parti tory, refusant à l'esprit du siècle la plus légère concession; et l'autre, le parti Canning, moins absolu, et plus disposé à entrer dans une voie d'amélioration et de progrès. Il va sans dire que lord Palmerston se rangea du côté de Canning; à la mort de lord Liverpool, en 1827, Canning devint premier ministre; les ultra-toriques sortirent du cabinet, furent remplacés par des whigs, et le reste de la vie politique de Canning fut souvent une lutte contre ses anciens amis.

Sans lui et avec lui lord Palmerston, en fétouissant alors comme illusoire toute idée de réforme parlementaire, en prenant part à toutes les mesures énergiques de répression intérieure, fut encore l'avocat de l'émancipation catholique de l'Irlande, qui échoua contre le mauvais vouloir du roi et une majorité de quatre voix dans le Parlement. Canning expira bientôt dans la chambre même et sur le lit de mort de Fox. L'essai d'un ministère de coalition, sous la présidence de lord Goderich, ayant avorté, le parti ultra-tory revint aux affaires en janvier 1828, représenté par lord Wellington et sir Robert Peel (6).

(6) Sir Robert Peel, qui représente aujourd'hui le torisme mitigé, appartenait alors à la fraction la plus absolue du parti.

LA MAISON DE CAMPAGNE DE J. BONAPARTE.— La magnifique maison de campagne de Joseph Bonaparte possédait à Bordentown (New-Jersey) sur les bords de la rivière Delaware, et qu'il avait légué par testament à son fils de ses neveux, doit être vendue aux enchères au mois de juin prochain. Le parc de cette propriété vraiment princière contient 274 acres de terre. Il est regrettable que ce dernier patrimoine des Bonapartes en Amérique sorte de cette famille que rien ne rappellera plus sur ce continent qui lui a si long-temps servi d'asile.

hors-d'œuvre en traitant d'un ministre-lion, qui dans ses rapports avec la France semble un peu s'être posé en couteur (voir sa réponse au memorandum de M. Thiers, et son discours aux électeurs de Tiverton), et ensuite parce que la mode est en vogue aujourd'hui en Angleterre une puance formidable, même dans les choses sérieuses.

(4) Je dois ajouter cependant que le Morning Chronicle de juillet 1809, en parlant de cette nomination, raille très-agréablement le ministère Perceval sur l'appui qu'il va trouver dans la littérature du jeune lord Palmerston. Ce qui semblait indiquer que le jeune lord, aux qualités énumérées plus haut, joignait alors des prétentions littéraires dont j'ai vainement chetché la justification.